L'élevage dans les exploitations françaises

État des lieux et perspectives

Diversity of French livestock systems. Appraisal and prospects

Christophe Perrot, Emmanuel Béguin, Bernard Morhain et Edmond Tchakérian

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2738>

DOI : 10.4000/economierurale.2738

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 2 août 2005

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Christophe Perrot, Emmanuel Béguin, Bernard Morhain et Edmond Tchakérian, « L'élevage dans les exploitations françaises », *Économie rurale* [En ligne], 288 | Juillet-août 2005, mis en ligne le 05 juillet 2009, consulté le 21 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2738> ; DOI : 10.4000/economierurale.2738

Diversité des systèmes de production en élevage : état des lieux et perspectives

Christophe PERROT • Institut de l'Élevage, département Économie, Paris

Emmanuel BÉGUIN, Bernard MORHAIN, Edmond TCHAKÉRIAN • Institut de l'Élevage, départements Actions régionales, Amiens, Nancy, Montpellier

« Il est devenu banal d'affirmer que les attentes exprimées en matière de gestion de l'espace rural, d'organisation du territoire, de protection de l'environnement, de gestion de la biodiversité et de qualité du paysage désignent de "nouvelles fonctions" à notre agriculture. L'élevage des herbivores, supposé en particulier capable d'entretenir la plupart des espaces dont la vocation productive est limitée, est directement interpellé. » (Pierret *et al.*, 1996). De nombreuses publications du milieu des années 1990 (recensées dans Guillaumin *et al.*, 1999) évoquaient déjà une nécessaire prise en compte d'un triptyque Hommes-Produits-Territoires. Dix ans après, où en est-on ? Le terme de multifonctionnalité a remplacé celui de « nouvelles fonctions » mais l'expression des attentes a peu changé et l'élevage se sent toujours particulièrement concerné.

Après avoir éclairé les évolutions récentes grâce aux enseignements statistiques tirés des Recensements agricoles 1988 et 2000 et aux analyses qualitatives issues des Réseaux d'Élevage¹, nous examinerons les éléments récents qui pourraient modifier les comportements des éleveurs de ruminants producteurs de lait, de viande bovine ou de viande ovine.

Évolution de l'élevage en France Déterminants et conséquences

1. Un élevage qui recule

Malgré la poursuite du repli de l'élevage face aux cultures, amorcé dans les années 1970 (figures 1a et 1b), l'élevage de ruminants reste une composante essentielle de l'agriculture française. Les 348 000 exploitations concernées² en l'an 2000 (soit environ la moitié des exploitations recensées) géraient les deux tiers de la SAU nationale.

Ce repli global masque cependant des transformations internes importantes. Les différents cheptels en compétition pour l'utilisation de surfaces fourragères ont connu des évolutions divergentes et il existe de forts contrastes territoriaux. En effet, l'élevage français de ruminants, qui concerne l'ensemble du territoire national à de rares exceptions près (bande côtière méditerranéenne – Crau et Camargue mises à part –, forêt des Landes, cœur du Bassin parisien), valorise des milieux aux potentiels pédoclimatiques très variés (4 des 5 domaines biogéographiques européens sont représentés) (European Environment Agency, 2003) et s'insère dans des filières très différentes, de la production de masse non territorialisée aux AOC de terroirs.

1. Présentation et résultats www.inst-elevage.asso.fr
Rubrique Club métiers>Réseaux d'élevage.

2. Détenant au moins un bovin (autre que veau de batterie), ovin ou caprin.

Les évolutions contrastées de cet élevage national sont également largement dépendantes des réformes successives de la politique agricole commune (PAC) et, plus récemment, de l'affirmation grandissante du souhait exprimé par les éleveurs de parité avec les autres catégories socioprofessionnelles en termes de « travail » et non plus seulement de « revenus ».

Depuis l'instauration des quotas laitiers en 1984 et les réformes de la PAC de 1992 et 1999, l'élevage laitier se restructure et s'homogénéise (en zone de plaine), l'élevage allaitant s'étend en dehors de son bassin d'origine et l'élevage ovin (viande) se contracte sur un nombre limité de bassins de production disjoints, souvent situés en zone défavorisée.

Finalement entre 1988 et 2000, les surfaces fourragères ont régressé, passant de 51 % à 47 % de la SAU, tout comme les productions de viande bovine ou ovine qui ont baissé de près de 2 % par an sur la période et qui peinent à se stabiliser depuis. La collecte de lait de vache, encadrée par les quotas, est stable et seules les productions de lait de brebis et chèvres ont augmenté (de 10 à 20 %).

Globalement comme le cheptel a reculé à la même vitesse que les surfaces fourragères, la ferme France garde un chargement très modéré de 1,20 UGB/ha SFP en légère progression (+ 0,05 en 12 ans). Durant cette

période, la place relative du maïs ensilage dans les surfaces fourragères, qui avait progressé de façon rapide entre 1970 et 1988 (figure 1), s'est stabilisée autour de 10-11 %.

Ce chargement moyen de 1,20 UGB/ha SFP est identique pour l'ensemble de l'Union européenne (UE15)³ et correspond en France comme en Europe à l'utilisation par l'élevage d'un patchwork de milieux contrastés : des zones d'élevage intensif ou de polyculture-élevage aux zones méditerranéennes en passant par les zones herbagères et les montagnes humides (Pflimlin *et al.*, 2005). Globalement, en France, l'élevage d'herbivores continue, comme il l'a toujours fait, à gérer un espace considérable encore équivalent à 30 % du territoire national comme la forêt ou les surfaces en cultures maïs avec un impact paysager favorablement reconnu (herbe, animaux, haies, ouverture du paysage...).

Cette bonne gestion de l'espace est tout particulièrement importante pour les zones de montagne et défavorisées dans lesquelles l'élevage est la seule activité capable de valoriser mais aussi d'entretenir certains territoires. Le fait que l'élevage de ruminants ait, contrairement à la tendance générale, résisté ou progressé dans ces zones peut être perçu positivement puisqu'il continue à y assurer un

3. Source : Eurostat, FSS 2000, traitement Institut de l'Élevage.

Figures 1a et 1b. Évolution des surfaces fourragères et du cheptel reproducteur (femelles) en France

Sources : Enquêtes agricoles décennales 1862, 1892, 1929 d'après Spindler (1991). Recensements de l'agriculture 1970, 1979, 1988, 2000.

rôle essentiel, ou négativement si l'on considère que l'élevage ne résiste que là où il n'y a pas d'alternative...

En revanche, il a le plus reculé dans les zones intermédiaires (pourtour ouest, sud et est du Bassin parisien, Poitou-Charentes) où l'évolution des structures, l'aspiration à une autre organisation du travail et la réforme de la PAC de 1992 ont nettement bénéficié aux productions céréalières. Tout en restant limité, le chargement y a beaucoup progressé en raison d'un recul plus rapide des surfaces fourragères que du cheptel.

Alors que dans les zones les plus fertiles de la moitié nord, le chargement moyen beaucoup plus élevé (>1,8) en raison du potentiel et de la disponibilité en sous-produits s'est stabilisé tout comme la place relative de l'élevage et des cultures ; ces dernières dominant les productions agricoles locales bien avant l'instauration des primes aux Surfaces en céréales et oléo-protéagineux (SCOP).

2. Une diversité qui se transforme

De 1988 à 2000, sous l'effet des quotas laitiers, la restructuration des exploitations laitières s'est accompagnée d'une forte intensification en zone de plaine. Elle a conduit à un net recul des vaches laitières partiellement compensé par des vaches allaitantes. Dans les régions où il était en concurrence, en particulier en Poitou-Charentes et dans les zones herbagères du Nord Massif central, l'élevage ovin a, quant à lui, régressé face aux cultures et aux vaches allaitantes plutôt favorisées par les réformes de la PAC de 1992 et 1999.

Cette restructuration laitière, contrôlée, qui, en France, a fortement favorisé les exploitations professionnelles de taille moyenne, a conduit à accroître les différences entre les exploitations laitières et les autres.

Aujourd'hui les exploitations laitières sont presque toutes dans le champ des exploitations « professionnelles » et très rarement à temps partiel. Elles cherchent

dans des formes sociétaires ou l'emploi de salarié des solutions permettant d'améliorer les conditions de travail. Elles sont gérées par des chefs d'exploitation plus jeunes : en l'absence de successeur motivé pour cette production, l'arrêt de la production laitière intervient fréquemment avant l'âge de la retraite. À l'inverse, les exploitations « viande » (bovines et/ou ovines) emploient en moyenne beaucoup moins de main-d'œuvre en raison d'une plus grande diversité des collectifs de travail : de nombreuses exploitations à temps partiel (double actifs ou exploitations de fin de carrière) coexistent avec des formes sociétaires en proportion plus faible.

C'est pourquoi la présence de la production laitière (donc l'astreinte qui lui est associée) est à l'origine d'une des premières clés typologiques (orientation du système d'élevage, tableau 1) qui nous permet de distinguer parmi les 348 400 élevages de ruminants :

- 86 200 très petits élevages définis par une taille maximum (5 vaches, 8 UGB bovines, 50 brebis viande, 25 brebis laitières, 10 chèvres). C'est un groupe très important puisqu'il représente 25 % du nombre total d'élevages. Dans 84 % des cas, il s'agit en fait d'exploitations à temps partiel et même très partiel (0,3 UTA) aux finalités très spécifiques : complément d'activité ou de retraite, autoconsommation, entretien de patrimoine... Leur poids est négligeable dans la production sauf pour les ovins: 11 % des brebis et 54 % des détenteurs. Globalement ils n'utilisent que 3 % des surfaces fourragères de façon extensive (0,7 UGB/ha) mais leur impact peut-être nettement plus fort là où ils sont bien représentés : les zones de double-activité traditionnelle (Vosges-Moselle-Alsace, Rhône-Alpes, piémont pyrénéen...) et les zones où les agriculteurs retraités sont nombreux comme la Basse-Normandie ;

- 6 800 élevages de chèvres et 5 500 élevages de brebis laitières, livreurs de lait ou fromagers (45 % des éleveurs de chèvres font cette transformation à la ferme de même

Tableau 1. Répartition des exploitations d'élevages de ruminants en fonction de l'orientation du système d'élevage

Nombre d'exploitations	2000	1988	2000/1988
Très petits élevages	86 200	161 800	- 47 %
Élevages de chèvres	6 800	10 400	- 34 %
Élevages de brebis laitières	5 500	6 400	- 14 %
Élevages de vaches laitières	117 700	229 300	- 49 %
Élevages de vaches allaitantes	101 700	132 200	- 23 %
Élevages de brebis viande	12 600	18 600	- 32 %
Élevages de bovins sans vaches	8 000	20 500	- 61 %
Polyélevages complexes	9 800	24 700	- 60 %
Total élevages de ruminants	348 400	603 900	- 42 %

Sources : Agreste – Recensements agricoles 1988 et 2000 – Traitement Institut de l'Élevage.

que 16 % des éleveurs de brebis laitières). Leur analyse fait rapidement appel à des problématiques régionales. Les élevages de brebis laitières sont très concentrées géographiquement et forment une population plus stable que les autres catégories ;

- 117 800 élevages de vaches laitières qui constituent encore le groupe principal malgré une restructuration importante du secteur depuis l'instauration des quotas laitiers ;

- 101 700 élevages de vaches allaitantes ;

- 12 600 élevages de brebis viande ;
- 8 000 élevages de bovins sans vaches (2 000 engraisseurs de taurillons, mais aussi divers emboucheurs et des élevages de taille limitée de faible pérennité) ;

- 9 800 polyélevages complexes (associations de plusieurs espèces sans dominance nette dans des troupeaux de taille limitée) dont le nombre a beaucoup diminué depuis 1988.

Il s'agit ici d'un dénombrement sans double compte, opéré par tris successifs, à partir de la présence jugée discriminante de tel ou tel atelier d'élevage (combinant une analyse de la taille de chaque atelier en nombre de têtes et en % des UGB)⁴. L'affectation des élevages mixtes peut être différente pour une entrée sectorielle en termes de production, en particulier pour le secteur ovin où ils sont nombreux. Des 12 600 élevages de brebis viande, on peut rapprocher 6 400 éleveurs mixtes bovins ovins

viande, en moyenne à dominante bovine, dont 1 200 avec des vaches laitières.

Mais l'identification de ces différentes catégories d'éleveurs (ou plutôt d'exploitations ayant de l'élevage car sa place relative dans leurs activités agricoles peut y être fort variable) n'est qu'une pâle introduction à la formidable diversité de l'élevage français dont les composantes et déterminants sont très nombreux : nature précise des productions issues du cheptel, itinéraires techniques pour y parvenir, combinaison avec d'autres productions et activités, dimension économique, objectifs de l'éleveur, milieux exploités, filières d'écoulement des produits.

Pour chacune des catégories d'élevages identifiées ci-dessus, une typologie « nationale » en une quinzaine de types a été élaborée et quantifiée à partir des données du Recensement agricole 2000 (*ibid.*). Ces typologies de systèmes de production s'appuient sur quelques-uns des facteurs disponibles dans ce recensement : la combinaison des productions, la combinaison des ateliers de ruminants, la longueur du cycle de production (bovins viande), la transformation de produits laitiers (petits ruminants), le niveau d'intensification fourragère. Elles s'avèrent posséder un très net pouvoir discriminant vis-à-vis des caractéristiques sociales des exploitations agricoles (main d'œuvre, formes sociétaires, âge du chef) mais aussi structurelles.

Ainsi dans le secteur laitier, les exploitations spécialisées de plaine qui produisent

4. Voir les détails dans Institut de l'Élevage (2002).

encore du lait à l'herbe avec peu ou pas de maïs ensilage (<10 % de la surface fourragère) apparaissent beaucoup plus petites et aux mains d'éleveurs âgés avec de faibles perspectives de succession. C'est un des moteurs du phénomène de restructuration-intensification dans le secteur laitier : les exploitations qui disparaissent n'ont pas du tout le même système technique que les exploitations qui reprennent leur production. Ce phénomène a joué de manière exceptionnelle de 1988 à 2000 (cf. tableau 2) et s'est d'ailleurs poursuivi depuis entraînant ainsi un nouveau recul de la production laitière réalisée exclusivement à base d'herbe en zone de plaine (à l'exception des producteurs en agriculture biologique qui ne représentaient que 10 % des exploitations spécialisées pratiquant ce système herbager en 2000).

Les déterminants de cette évolution des systèmes fourragers laitiers sont multiples et liés à la productivité du travail : recherche d'une productivité élevée et régulière des vaches laitières obtenue par la sécurisation du niveau énergétique de l'alimentation dans des troupeaux de plus en plus importants qu'il est long ou compliqué d'alimenter au pâturage dans de nombreuses régions (parcellaire, climat).

L'instauration de la prime au maïs ensilage a certes favorisé le développement du « modèle dominant » en zone de plaine mais son découplage futur ne devrait pas être suffisant pour remettre en cause son intérêt aux yeux des éleveurs.

Tableau 2. Évolution du nombre d'exploitations laitières bovines par système fourrager

	1988	2000	évolution
Plaine maïs >30 %maïs	47 500	39 900	-16 %
Plaine maïs 10-30 %maïs	74 700	35 400	-53 %
Plaine herbager	61 500	16 000	-74 %
Piémont maïs	9 000	7 400	-19 %
Piémont-Montagne herbager	36 400	19 000	-48 %
Total	229 300	117 700	-49 %

Sources : Agreste – Recensements agricoles 1988 et 2000 – Traitement Institut de l'Élevage.

3. Une perception ambivalente de la diversité des systèmes d'élevage

Quels problèmes peuvent poser ce type de perte de diversité ? La diversité des systèmes d'élevage est tantôt perçue comme un facteur essentiel de la typicité et de la qualité des produits tantôt comme un obstacle à la rationalisation des filières. Les appréciations les plus positives se rencontrent dans le secteur laitier, en particulier en zones de montagne où certaines AOC ont complété leurs cahiers des charges par des exigences sur l'alimentation, la race et la productivité des vaches laitières. Ailleurs (plaine, AOC d'Auvergne), les systèmes laitiers les plus herbagers perçoivent, au contraire, souvent un prix du lait plus bas en raison de taux moindres, d'une saisonnalité défavorable de la production et de filières à moindre valeur ajoutée.

De plus, ces dernières années, c'est la « différenciation retardée » au niveau de l'entreprise de transformation qui semble prendre la pas sur la « différenciation d'origine ». C'est le cas dans le secteur des fromages où la part de marché des fromages AOC ou au lait cru (Fiche et Bouesse, 2003) régresse au profit des fromages de marque d'entreprise, « marketés », au goût moins prononcé, plus pratiques, constants et parfois moins chers. Pour le secteur de la viande bovine, la part de marché limité du label rouge, les difficultés des démarches de Certification de conformité de produit (CCP) et le succès des marques (Charal...) vont dans le même sens.

Dans les secteurs viandes (bovines ou ovines), la diversité est généralement moins bien perçue dans la mesure où elle rime souvent avec atomisation et hétérogénéité de la production. Les 30 000 producteurs de taurillons français (de poids, âges, types génétiques et alimentations les plus divers) en produisent en moyenne moins de 30 par an chacun, soit moins au total que 6 000 producteurs italiens qui s'appuient largement sur les ressources en bovins maigres français dont ils reconnaissent la haute qualité (par le prix notamment). Cela favorise ou impose une activité de cueillette avec des coûts élevés

et rend plus difficile la programmation en amont et la contractualisation en aval avec les distributeurs qui demandent de la régularité et des volumes suffisants.

Dans d'autres types de situations plus contraignantes du fait du milieu (systèmes ovins pastoraux...) ou des filières (AOC Comté...), les exploitations évoluent en dimension mais pas en système technique. Ceci ne veut pas dire que là où les fonctions de l'activité agricole autres que la production de biens alimentaires avaient commencé à être reconnues et considérées, les équilibres trouvés localement soient définitivement acquis. Pratiqué à grande échelle, l'élevage ovin pastoral, qui peut mobiliser plus d'un millier de têtes et plusieurs centaines voire milliers d'hectares de parcours, est localement accusé de geler l'espace et non plus de le gérer en créant de plus une forte pression foncière sur les rares surfaces fauchables ou cultivables.

En guise de première conclusion, il est très difficile de voir dans les données disponibles sur les systèmes de production concernés par l'élevage de ruminants les signes de l'adoption généralisée d'un nouveau « modèle » en rupture avec les évolutions passées. La multifonctionnalité n'est donc toujours pas un nouveau paradigme mais davantage un cadre de réflexion pour interroger ou redéfinir la place de l'agriculture dans le développement européen (Delorme *et al.*, 2004).

4. Des évolutions sans révolution

Néanmoins, des évolutions sont en cours au niveau de certaines pratiques d'élevage, mais aussi des comportements et attitudes qui les sous-tendent. Ces évolutions sont accompagnées par des démarches volontaires (Charte des bonnes pratiques d'élevage, en bovin), incitatives (Contrat territorial d'exploitation, CTE ovin ou herbager bovin) et bientôt coercitives (conditionnalité des aides directes du premier pilier de la PAC).

La Charte des bonnes pratiques est pour l'instant la plus répandue puisque près de 100 000 éleveurs de bovins (environ la moitié du nombre d'éleveurs présents à moyen

terme) ont adhéré à cette démarche collective, professionnelle et volontaire. Elle traduit l'engagement des professionnels envers la société (« bien faire et le faire savoir ») sur les bonnes pratiques de production (identification et santé animale, alimentation, hygiène et production laitière, bien-être animal, environnement) et cherche, ainsi, à renforcer les liens entre éleveurs et citoyens-consommateurs. Elle contribue à valoriser le savoir-faire des éleveurs et permet à chacun de s'inscrire dans une dynamique d'évolution et de progrès pour assurer l'avenir du métier et des exploitations en recherchant une confiance globale dans tous les produits lait et viande (sous signe de qualité ou pas).

Les CTE filière dans les secteurs bovins et ovins viande ont, quant à eux, amplifié la reconnaissance de certaines pratiques jugées favorables pour l'environnement et favorisé les améliorations de la qualité des produits et des conditions de travail par un meilleur équipement. Ajouté aux autres aides du second pilier (ICHN, PHAE...)⁵, l'ensemble a cependant pris un poids économique considérable dans les comptes des exploitations ovines (supérieur à la moitié du revenu agricole en moyenne pour les exploitations professionnelles ovines du RICA 2001 et même à la totalité pour un tiers d'entre elles) mais aussi bovines de montagne. Où commence l'agriculture de services ?

Le secteur de l'élevage des ruminants, comme celui des grandes cultures, est, ou sera à l'horizon 2006, très dépendant du soutien public accordé à l'agriculture européenne. En effet, les aides représentent ou risquent de représenter (secteur laitier) environ 150 % du revenu disponible des exploitations (Institut de l'Élevage, 2003). La nature des soutiens apportés aux différents secteurs (premier couplé, découplé, second pilier environnemental, autres) est cependant très variable entre systèmes d'élevage même au sein de

5. ICHN, Indemnité compensatoire de handicap naturel ; PHAE, Prime à l'herbe agri-environnementale.

chaque famille (lait, viande bovine, ovins...). Or les conditions ou justifications associées aux différents types de soutien sont à la fois très différentes et en pleine évolution. Avec la dernière réforme de la PAC et pour la première fois, les agriculteurs encourent le risque d'être sanctionnés sur la totalité de leurs aides PAC pour des raisons environnementales ou relatives à la santé des animaux. Et cela dès 2005, avant que ne s'applique la nouvelle réforme de la PAC en 2006. Cependant cette conditionnalité pourrait se révéler être beaucoup plus que cela. Pour les pouvoirs publics anglais, la conditionnalité, renforcée par une liste nationale de Bonnes conditions agricoles et environnementales qui portent une grande attention au maintien du paysage traditionnel (murets de pierre, haies...), au multi-usage de l'espace (entretien des chemins de randonnée) et au bien-être animal, représente un moyen garantissant la fourniture de biens publics qui seuls peuvent justifier, à leurs yeux, la poursuite des soutiens publics (sans distinction de « piliers »). La production de marchandises agricoles destinées à être vendues rentre difficilement dans cette contrepartie attendue. De façon plutôt cohérente, ils proposent d'ailleurs de supprimer la jachère administrée et les quotas laitiers. Où s'arrêtera ce débat politique sur la (re)légitimation des soutiens publics ? Quelle place demain pour la fonction de production en France et en Europe ?

Production laitière : le modèle français à la croisée des chemins

C'est dans le secteur laitier que la dernière réforme de la PAC engagée à la suite du compromis de Luxembourg du 26 juin 2003 introduit le plus de changement dans le contexte économique et réglementaire des exploitations d'élevage. Les incertitudes concernant les stratégies d'adaptation que mettront en œuvre les producteurs, sont grandes et porteuses potentiellement de restructuration très forte des exploitations, de délocalisation des productions ainsi que

d'effets induits sur les autres secteurs notamment la viande bovine et les céréales (que ces productions soient déjà présentes ou non dans les élevages laitiers actuels).

Rémunération du travail jugée insuffisante, travail astreignant, baisse amorcée du prix du lait, mouvement de restructuration continu et départs précoces (avant 50 ans) : le contexte était déjà favorable à la mobilité des exploitations laitières. La moindre régulation promise avec la dernière réforme de la PAC, de même que la conditionnalité des aides, les risques de baisse des revenus et le passage d'un soutien par les prix dont l'impact est directement peu perceptible à un versement de prime totalement découplée et constituant la part essentielle du revenu, engendrent une situation radicalement nouvelle dont il est difficile de prévoir les conséquences en terme de comportement tant les facteurs à prendre en compte sont nombreux.

1. Travail : une recherche accrue de parité avec les autres productions

La restructuration rapide de la production laitière au cours des dernières décennies (dans le secteur laitier une exploitation sur deux a disparu entre 1988 et 2000, contre une sur trois tous secteurs confondus) a entraîné une forte augmentation de la productivité de la main d'œuvre. En effet, la forte augmentation des volumes de production par exploitation s'est réalisée avec un niveau de main d'œuvre quasiment stable : 40 % de volume en plus pour environ 1,6 UTA par exploitation pour les exploitations professionnelles spécialisées analysées à travers le RICA (Institut de l'Élevage, 2004a). Des gains de productivité liés à des améliorations d'organisation du travail, à des équipements plus performants (salle de traite, matériel, bâtiments) et à des économies d'échelle ont permis aux producteurs de faire face à l'augmentation de la productivité de la main d'œuvre sans dégradation flagrante de leur qualité de vie (Seegers *et al.*, 2004). Économiquement,

ces gains de productivité ont cependant été captés par le reste de la filière (amont, aval) sans bénéficier aux producteurs car depuis le milieu des années 1990, la rémunération du travail familial stagne en élevage laitier (Institut de l'Élevage, 2004a). Toutefois, depuis quelques années, en particulier suite à l'instauration des 35 heures qui a été perçue comme un nouvel éloignement de la parité avec les autres catégories socio-professionnelles, il apparaît une demande croissante, notamment chez les jeunes générations, de solutions pour se libérer temporairement de l'astreinte bi-quotidienne de la traite (en particulier durant les week-ends et les vacances). Dans les zones où la densité de l'élevage laitier est moyenne à faible et où la production laitière est en concurrence avec d'autres spéculations (viande bovine, grandes cultures, cultures spéciales ou pérennes), l'amélioration de la productivité du travail et l'allègement de l'astreinte deviennent des enjeux majeurs pour la pérennité de la production laitière. Là où la pression foncière est faible, l'agrandissement des structures s'est d'ailleurs accompagné d'un rapide abandon de la production laitière au profit des grandes cultures (Poitou-Charente, Centre...). Là où les solutions alternatives au lait sont plus rares, il existe une demande croissante de solutions nouvelles pour réduire l'astreinte liée à cette production: mono-traite, simplification des modes d'alimentation, nouveaux modes d'organisation des exploitations (regroupement d'exploitations ou d'ateliers laitiers, groupements d'employeurs ou embauche d'un salarié, CUMA avec chauffeur, robot de traite, sous-traitance à l'entreprise de travaux...). Dans beaucoup de régions, cette problématique est au centre des questions de renouvellement des générations de producteurs.

2. Vers la fin du modèle laitier français ?

Dans le passé, la restructuration s'est faite majoritairement au détriment des plus petites structures laitières (moins de 30 vaches lai-

tières). Toutefois, elle ne s'est pas traduite par une forte progression des structures de grande dimension. Même si les structures sociétaires représentent près de 20 % des exploitations laitières, soit nettement plus qu'en exploitations « viande bovine », dans plus de 90 % des exploitations sociétaires à 2 associés ou plus, tous les associés sont apparentés (Barthélémy et Dussol, 2002). La gestion administrée des quotas choisie par la France ainsi que les réglementations environnementales (Installations Classées) n'ont pas permis un fort développement des exploitations de plus de 80 vaches laitières. Elles représentent moins de 5 % des exploitations laitières françaises. Ceci, contrairement à la plupart des autres pays européens où la gestion plus libérale des quotas (marchés de quotas) a favorisé une nette concentration des droits à produire. Politiquement, le rôle social et territorial de la production laitière est resté jusqu'à aujourd'hui très prégnant dans notre pays. En raison de la stabilité du contexte économique de la production laitière et de sa rentabilité sur de petites ou moyennes exploitations, une installation sur trois s'effectue aujourd'hui dans le secteur laitier alors que ce secteur ne représente qu'une exploitation sur cinq. Qu'en sera-t-il demain ? Est-il envisageable d'assister à une libéralisation de la gestion des droits à produire et de la réglementation des sociétés laitières autorisant un fort développement des structures laitières de grande taille parallèlement à une très forte restructuration sous l'effet combiné d'un ralentissement des installations et d'un abandon du lait en cours de carrière d'un nombre important d'éleveurs ? Avec un tel scénario, il y aurait probablement une délocalisation de la production laitière avec une concentration du lait dans certaines régions à vocation laitière déjà affirmée. Les conséquences en matière d'emploi, de valeur-ajoutée et d'aménagement du territoire seraient fortes pour les secteurs où la production laitière disparaîtrait, en particulier en zones défavorisées ou de montagne. Des freins

réglementaires, administratifs, économiques, financiers mais surtout humains limitent encore actuellement la création d'un nombre important de structures sociétaires de grande dimension ou un recours massif à la main d'œuvre salariée comme dans les pays d'Europe du Nord (Chatellier et Jacquerie, 2003) en raison d'une certaine inadéquation entre la demande et l'offre en termes de qualification des salariés et des difficultés du passage du statut d'entrepreneur indépendant à celui d'employeur. Mais la pression est forte pour faire évoluer le modèle familial actuel.

Systèmes de production de viande ovine : atouts et faiblesses

Si la production ovine a encore très récemment subi la concurrence forte des autres productions (bovins viande et grandes cultures)⁶, il convient de noter qu'elle avait, bien avant d'autres filières, connu l'ouverture des marchés et le non-soutien des prix avec l'arrivée massive de viande britannique permise par les importations de congelés de l'hémisphère sud en Grande-Bretagne, puis les contingents de « *chilled* » (technique de conservation permettant le stockage et le transport sur de longues distances de la viande réfrigérée) de l'hémisphère sud. Autant d'éléments qui ont fortement pesé sur les prix européens et français et sur la recette finale de l'éleveur. Le récent changement de la Prime compensatrice ovine (indexée sur le cours moyen européen) en une Prime brebis et chèvre fixe a accentué la déconnexion entre marché et primes. Quant au compromis de Luxembourg, il a poursuivi le processus tout en gardant un certain lien entre nombre d'unités de production et niveau de primes puisque le découplage retenu par la France en production ovine n'est que de 50 %. À priori cela ne devrait pas induire de distorsion de concurrence supplémentaire pour la pro-

duction ovine mais la décroissance continue que connaît cette dernière depuis de nombreuses années sera-t-elle pour autant contenue voire inversée ? Si la profession s'est engagée dans un programme ambitieux de relance ovine, l'avenir des systèmes de production ovins et les enjeux de la filière ovine se jouent notamment autour d'un certain nombre de points que nous allons tenter de préciser.

1. La « professionnalisation » de la production

La production ovine a longtemps été une spéculation pratiquée majoritairement par des exploitations où elle était secondaire. C'est une des raisons qui ont pu justifier son abandon en cas d'augmentation possible des surfaces en cultures ou du cheptel bovin allaitant, surtout s'il y a réduction de la main d'œuvre disponible. La restructuration et la professionnalisation se développent néanmoins.

En comparant les deux derniers recensements agricoles (tableau 3), on voit apparaître un noyau d'élevages professionnels à plus de 350 brebis (526 de moyenne) qui détiennent en 2000 33 % des brebis, soit deux fois plus qu'en 1988. Le cheptel se concentre progressivement dans les élevages à plus de 200 brebis (de 39 à 57 % des brebis entre 1988 et 2000). La distribution des « détenteurs » reste cependant très marquée par des micro-cheptels aux finalités diverses et évidemment rarement centraux en termes d'activité économique.

Tableau 3. Répartition des élevages et du cheptel ovins par classe de taille

Taille du troupeau	% des élevages ovins		% du cheptel ovin	
	1988	2000	1988	2000
<100 brebis	88	83	38	26
100-199	7	8	23	17
200-349	4	5	23	24
> = 350	1	4	16	33
Ensemble	100	100	100	100

Sources : Agreste - Recensements agricoles 1988 et 2000 - Traitement Institut de l'Élevage.

6. Voir la première partie de l'article intitulée Évolution de l'élevage en France.

2. La productivité du travail

Cette restructuration s'est accompagnée d'une augmentation de la productivité du travail, avec la croissance des effectifs ovins par unité de main d'œuvre ; les exploitations totalisant plus de 300 brebis par UTA n'étant pas rares.

Alors que la gamme des niveaux de performances techniques par tête est relativement importante en production ovine (possibilité de « jouer » sur le taux de mise bas par brebis et par an, le taux de prolificité, le poids moyen des agneaux produits), le maintien ou l'amélioration de la productivité à la brebis ont parfois été négligés (notamment en année de conjoncture déprimée) au profit de l'accroissement des tailles de cheptel par unité de main-d'œuvre.

Or, une étude conduite en 2004 (Institut de l'Élevage, 2004b) sur 18 cas-types ovins permettant de balayer une large gamme de systèmes techniques montre clairement qu'en dessous de 14 kg de carcasse d'équivalent agneau lourd commercialisé par brebis, le coût de production total dépasse 9 euros/kg, alors qu'il est inférieur à 7 euros/kg au-dessus de 20 kg/brebis. En situation de découplage, l'analyse des coûts de production reprend une actualité nouvelle puisqu'elle permet d'apprécier l'incitation à produire (par les prix) dont le marché est alors le seul responsable. En assurant le versement des aides sur une base historique et en limitant l'accès à de nouvelles aides (en fonction du taux de découplage), le découplage pourrait ainsi favoriser une nouvelle gestion technico-économique et conduire à une réintensification des systèmes les plus extensifs (par exemple maintien de la production d'agneaux avec réduction du nombre de brebis), dans les zones défavorisées en France où le découplage est partiel et plus encore au Royaume-Uni où il est total.

3. Le « territoire », jusqu'où ?

Un autre support sur lequel peut se situer positivement la production ovine est constitué par le territoire, vu comme un outil de

production (les surfaces de l'exploitation), un « porteur » d'identité (le terroir) et un lieu de vie (le milieu rural).

... comme outil de production

La production ovine est d'abord une production d'herbivores qui peut valoriser des fourrages grossiers. Or certaines évolutions ont conduit des éleveurs à introduire une part croissante de concentrés (auto-produits ou achetés) dans les régimes alimentaires soit par souci de « sécurisation », soit pour simplifier l'organisation du travail. Cela se traduit par une grande diversité des quantités de concentrés consommés à niveau de productivité comparable et donc à l'existence de marges de progrès d'autant plus importantes que ce poste constitue en moyenne 60 % des charges directes.

Des itinéraires tirant mieux partie des ressources fourragères, pâturées ou stockées, en volume, qualité et mode de « distribution » pourraient donner des souplesses dans un contexte (le découplage) où la hiérarchie des performances technico-économiques « hors primes » à l'UGB ou à l'hectare reprend toute son importance.

... comme porteur d'identité

Le fait que la production ovine soit déficitaire au plan européen (20 %) et français (50 %) induit des importations à bas prix qui pèsent lourdement, même si elles sont contingentées, sur le niveau des prix intérieurs.

Face à ce constat, la différenciation des produits en fonction de leur provenance reste un atout pour une production française identifiée. La plupart des éleveurs français produisent en effet majoritairement des agneaux lourds, finis, et élèvent le plus souvent l'agneau depuis sa naissance, ce qui facilite grandement l'identification et la traçabilité (lieu et mode de production). Quant aux faibles effectifs d'agneaux légers mis en marché, une forte proportion est destinée à une consommation souvent locale (grillonnet, agneaux de Perpignan, etc.).

Pour une consommation en recherche de lien au terroir, la production ovine est donc

particulièrement bien placée et les politiques commerciales en ce sens (marques commerciales et, de plus en plus, signes officiels de qualité) sont actuellement en voie de développement. En témoignent entre autres la promotion nationale autour de « l'agneau de nos terroirs » (la mise en relation produit / territoire est on ne peut plus claire) et les 13 labels rouges, 12 CCP et 3 Indications géographiques protégées (IGP) recensées en 2003, qui concernent près des trois quarts de l'effectif brebis des éleveurs en groupement de producteurs. Même si ces politiques rencontrent des problèmes de volumes parfois, d'homogénéité des livraisons et de saisonnalité souvent. Et si leur pérennité à terme est loin d'être assurée, n'est ce pas la même incertitude pour toutes les productions et toutes les politiques de qualité ?

... comme espace naturel et de vie et comme patrimoine

La démonstration du rôle de l'élevage ovin comme partenaire de l'aménagement du territoire, acteur du maintien des paysages et de la biodiversité, et acteur du milieu rural n'est plus à faire. Sa présence est importante dans les régions menacées de déprise sinon de désertification, et ce en particulier dans les régions de montagne et les arrières-pays méditerranéens où les parcours dominent et où la biodiversité présente une grande richesse. La production ovine y est souvent une des dernières spéculations agricoles et le tissu d'exploitations d'élevage, même distendu, est primordial pour les territoires et leur économie au sens large. Son rôle est également important dans la gestion de surfaces « négligées » par d'autres productions (plus intensives) dans certains secteurs à dominante « cultures » ou de mixité « cultures-élevage » : elle permet alors la valorisation des surfaces toujours en herbe peu productives avec d'éventuelles préoccupations agri-environnementales à la clé.

Cela s'est traduit par les succès rencontrés dans le secteur ovin par les diverses mesures agri-environnementales et plus récemment

par la procédure des CTE. L'agri-environnement et plus généralement le second pilier sont donc depuis longtemps l'objet d'une grande attention de la part du secteur ovin. Et cela constitue, à n'en pas douter un point fort dans un contexte où les externalités négatives d'autres productions sont stigmatisées. Pour l'avenir, deux risques peuvent néanmoins être identifiés.

- Le premier, de « déséquilibre des fonctions », serait de voir s'accroître la dépendance économique des exploitations ovines aux aides du second pilier (dont les nouvelles modalités restent à préciser) au détriment de la fonction de production. Alors que les meilleures expressions des fonctions sociales (maintien d'une activité économique directe et indirecte) mais aussi souvent environnementales (maîtrise de la végétation sur de très larges espaces sans alternatives d'utilisation) attendues de l'élevage ovin sont obtenues avec des fonctions de productions « fortes », au moins dans les milieux difficiles.
- Le second, risque de « marginalisation », en lien avec le premier, serait que l'élevage ovin se concentre encore plus dans les zones où sa multifonctionnalité est pleinement reconnue, c'est à dire les régions les plus fortement touchées par la déprise ou la dépopulation agricole. À moins que le découplage et « l'attrait » du niveau des marges ovines/ha entraînent un (très) léger regain ovin ailleurs...

L'élevage bovin allaitant : un équilibre fragile des fonctions agricoles, sociales et environnementales

1. Une très grande diversité des systèmes de production

Cette diversité est liée aux potentialités des régions qui ouvrent la possibilité ou non de combiner l'élevage allaitant à d'autres productions, en particulier aux grandes cultures et aux cultures spéciales, et qui déterminent également un niveau

d'intensification fourragère accessible à un coût intéressant. En cela, la production de viande n'est pas différente des productions laitière et ovine. En revanche, elle se différencie nettement par l'étendue de la gamme des produits mis sur le marché : des animaux de quelques mois jusqu'aux bœufs de trois ans, maigres ou finis à ces différents âges, de races différentes avec pour chacune leur précocité, leur poids et leur conformation spécifiques. À cette diversité des produits correspond une diversité de débouchés qui vont de l'exportation, principalement vers les pays du sud de l'Europe, où sont recherchés les bœufs et les bœufes ainsi que les jeunes bovins aux circuits régionaux et de proximité pour toutes les productions très spécifiques et identifiées localement, en passant par une valorisation nationale des femelles finies (vaches de réforme et génisses de viande) et à un degré moindre des jeunes bovins.

La non-neutralité de la PAC bovine vis à vis de cette diversité de produits aux racines historiques anciennes était devenue particulièrement évidente depuis la réforme de l'Agenda 2000 et le versement des diverses primes et compléments sous conditions d'âge, de sexe, de types génétiques... Ces excès de « couplage » des aides bovines ont même parfois été utilisés pour vanter les mérites et la simplicité du découplage. L'impact de ces aides couplées a bien sûr été d'autant plus déterminant qu'elles sont d'un montant supérieur au revenu disponible de ces exploitations. Le découplage partiel des aides va modifier la façon dont s'élabore le résultat économique et il donnera un rôle d'orientation plus important au marché alors que, dans le passé, des déplacements significatifs de production (âge des bœufs, engraissement des génisses) ont été en partie attribués au couplage.

1. Une crainte pour l'avenir de la finition des animaux en France avec la réforme de la PAC

Dans le cadre de la dernière révision de la PAC, la France a fait le choix du recou-

plage maximum autorisé par le compromis de Luxembourg en recouplant 100 % de la Prime à la vache allaitante et 40 % de la Prime à l'abattage des gros bovins. S'ajoutant à l'interdiction de retourner les surfaces en herbe pour produire des cultures de vente et à l'obligation d'entretenir ces surfaces pour bénéficier des primes découplées, cette option avait pour objectif de stabiliser l'activité de naissance et de maintenir un lien entre production et territoire, en particulier dans les régions défavorisées. En revanche, l'option choisie entraînait automatiquement le découplage de l'essentiel des primes liées à la finition des mâles et des femelles. L'Agenda 2000 avait renforcé le soutien à cette activité en relevant le montant de la prime aux bovins mâles et en instaurant des primes à l'abattage. Désormais, le choix de l'engraissement se fera en fonction de sa rentabilité hors aides.

Le nombre de jeunes bovins mâles engraisés en France s'est réduit de 23 % en 12 ans et de 6 % en 2003. Certes, cette diminution a surtout concerné les animaux de races laitières mais, dans le même temps, il n'y a pas eu un mouvement massif pour l'engraissement des bœufs issus du troupeau allaitant. Dans toutes les régions où l'engraissement des jeunes bovins s'était développé parce qu'elles étaient propices à la culture du maïs et des céréales ou parce qu'elles disposaient de coproduits issus des cultures industrielles, les structures d'abattage et de transformation de la viande redoutent les effets du découplage des primes aux bovins mâles et à l'abattage. Ces craintes sont fondées. Les enquêtes réalisées courant 2003 chez des producteurs de taureillons spécialisés montrent qu'ils sont beaucoup plus nombreux aujourd'hui à vouloir réduire ou abandonner l'engraissement qu'à souhaiter l'augmenter. À prix du maigre inchangé, la réduction de la production pourrait atteindre presque 20 % (Institut de l'Élevage, 2004c) ce qui constituerait une perte d'activité économique importante dans les régions.

À la suite de la première crise ESB de 1996, des démarches de qualité collectives, nationales ou régionales, ont été mises en place pour assurer des débouchés locaux à la production de viande. Ces démarches ont concerné tout spécialement la production de viande issue du troupeau allaitant et plus particulièrement les productions dites traditionnelles : veaux de boucherie dans le Limousin et le Sud du Massif central, génisses de viande et bœufs de deux à trois ans, jeunes vaches. En dehors des efforts réalisés par les filières régionales pour organiser ces productions, leur trouver des débouchés et les promouvoir auprès de la distribution et des consommateurs, elles ont pu bénéficier, dans le cadre de l'Agenda 2000, d'aides spécifiques qui se sont ajoutées à la prime à l'abattage : un montant élevé de primes aux bovins mâles et de compléments extensifs pour les bœufs, une redistribution de l'enveloppe dite de subsidiarité pour les veaux et les femelles. Aujourd'hui, la crainte du consommateur vis-à-vis de la viande qu'il consomme s'est très largement estompée et le prix est revenu un élément déterminant du choix des consommateurs. Dans ces conditions, le découplage des aides pourrait stopper le développement des démarches de qualité dont certaines commencent déjà à marquer le pas et orienter progressivement les éleveurs vers des conduites simplifiées, c'est-à-dire à nouveau vers une production de maigre.

1. Une stabilisation ambiguë de l'élevage allaitant ?

Tout en le stabilisant, la dernière réforme de la PAC a doublement verrouillé le système allaitant français en couplant la Prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) et en bloquant les prairies permanentes. Associé au découplage de l'engraissement qui pourrait renforcer la voca-

tion naisseur du cheptel hexagonal, la stabilisation politique opérée en juin 2003 n'est pas dépourvue d'ambiguïté. Son argumentation reposait très largement sur les risques de déprise (bien réels) associés au découplage total et sur la nécessité de pérenniser la participation de l'élevage allaitant au maintien d'activités économiques et à la gestion du patrimoine naturel dans les zones difficiles. Quelle fonction de production est attendue des éleveurs allaitants ?

Cette question se posera avec une acuité particulière si cette sécurisation des fonctions sociales et environnementales s'accompagne d'une ouverture à la viande du Mercosur. La production européenne est devenue, depuis cette année, inférieure à notre consommation et cette situation a de fortes probabilités de perdurer au cours des cinq prochaines années (Commission européenne 2005a et b). Ce déficit de la production a déjà laissé place à des importations de viande à bon marché depuis les pays d'Amérique du Sud. Le développement de telles importations pourrait peser à terme sur les prix intérieurs ce qui constitue une menace pour la production européenne.

Quelles seraient alors les régions les plus touchées par la réduction du cheptel (partiellement autorisée en cas de couplage par la substitution vaches/génisses) ? Les régions aux contraintes agronomiques les plus fortes ? Celles qui ont les structures les plus petites et les plus fragiles ? Les régions de polyculture ou celles avec de fortes possibilités de diversification qui pourraient trouver leur revenu ailleurs ? Nous n'avons pas la réponse actuellement à ces questions ces craintes de décapitalisation qui préoccupent déjà de nombreuses régions mais nous voyons que l'option prise pour figer la situation dans le cadre de la dernière réforme de la PAC pourrait ne pas suffire.

Conclusion

Ce rapide tour d'horizon nous montre que dans le domaine de l'élevage de ruminants, la diversité des systèmes de productions perdure en raison de facteurs de stabilité (lien au sol et diversité des milieux) ou d'inertie (capitalisation et choix génétiques) mais se transforme sous le coup des politiques agricoles et des aspirations exprimées par les éleveurs notamment en termes de temps et d'organisation du travail.

Ce dernier sujet fait l'objet d'une préoccupation permanente. La comparaison avec les autres catégories socioprofessionnelles mais aussi avec leurs voisins agriculteurs ayant choisi d'autres spéculations est presque systématiquement abordée par les éleveurs à partir de questions de départ les plus diverses... Depuis que l'on sait cultiver un hectare de blé en 2 ou 3 heures par an plus que jamais « *les bêtes, c'est l'esclavage* » comme le disent certains producteurs de lait (Guillaumin *et al.*, 2005). Seuls les éleveurs de bovins viande qui sont confrontés à une charge de travail 2 à 3 fois plus faible par UGB que les éleveurs laitiers semblent moins sensibles à ce thème, sauf dans les zones où ils côtoient surtout des céréaliers. Les éleveurs ovins sont confrontés à des charges de travail intermédiaires du fait de dimensions d'atelier moyennes à faibles à l'échelle européenne et de la fréquence des systèmes d'élevage les plus exigeants (agneaux de bergerie).

La poursuite des analyses concernant ce thème du travail et l'évolution des attitudes des éleveurs à son égard paraissent indispensables pour prévoir l'évolution d'une activité agricole, l'élevage de ruminants, présentant plus que jamais une forte spécificité (en termes d'astreinte et de « charge mentale » plus que de pénibilité). Ces analyses

pluridisciplinaires sont relativement complexes dans la mesure où les déterminants des attitudes relèvent pour une bonne part de la sphère privée, familiale, que les jeunes éleveurs en particulier souhaitent plus ou moins isoler selon les cas.

Les politiques publiques ont porté un intérêt variable à la diversité des exploitations quand elle n'était pas, aux débuts de la PAC, ouvertement combattue en tant qu'obstacle à la modernisation. Au niveau national, cette diversité est parfois perçue comme le gage d'une meilleure capacité d'adaptation à des conjonctures difficiles, à des crises, à des accidents sanitaires, climatiques... Mais les réponses favorisant le renouvellement de la diversité des exploitations seront difficiles à trouver dans le cadre d'un premier pilier de la PAC très centralisé. Sa dernière réforme, en 2003, risque d'ailleurs de renforcer encore davantage les systèmes dominants (restructuration avec intensification en zone de plaine pour le secteur laitier, orientation naisseur renforcée pour le cheptel allaitant). Aujourd'hui limitée par les moyens financiers disponibles, la politique de développement rural, basée sur des mesures incitatives, semble par contre favoriser une diversité de comportements ou au moins, en déplaçant et en alimentant le débat public, faciliter l'expression d'attitudes contrastées face aux « nouvelles fonctions » de l'agriculture. Une étude récente (Guillaumin *et al.*, 2004) montre l'intérêt de la formalisation de cette dimension naissante, des attitudes défensives chez certains agriculteurs aux attitudes pro-actives chez d'autres en passant par celles qui cherchent à intégrer de façon plus ou moins large les mesures proposées localement sans initiatives propres, pour renouveler l'approche de la diversité des exploitations et la construction des typologies. ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Barthélemy D., Dussol A.-M. *Sociétés agricoles : entre modernité et tradition*. Agreste Cahiers, 2002, 2, p. 31-36 et communication de l'auteur.
- Chatellier V., Jacquerie V. *Les exploitations laitières dans l'Union européenne. Situation actuelle et perspectives face aux réformes de la PAC*. Rapport d'étude INRA-ONILAIT, INRA, Nantes, 2003, 229 p.
- Commission européenne, 2005a. *Le secteur de la viande dans l'Union européenne*. Direction générale de l'agriculture, Fact Sheet, 2005, 24 p.
- Commission Européenne, 2005b. *Prospects for agricultural markets and income 2005-2012*. Directorate-General for Agriculture, 2005, 120 p.
- Delorme H., Aumand A., Cerf M., Chatellier V., (Eds). *La politique agricole commune. Anatomie d'une transformation*. Presses de Sciences Po, Paris, 2004, 402 p.
- EEA (European Environment Agency). *Map of Biogeographical Regions*. In Europe's environment: the third assessment. Environmental assessment report, EEA, Copenhagen, 2003, 10, 308 p.
- Fiche D., Bouesse M. *Croissance faible pour les fromages au lait cru*. Agreste Primeur, 2003, 121, 4 p.
- Guillaumin A., Dockès A.-C., Perrot C. *Des éleveurs partenaires de l'aménagement du territoire : des fonctions multiples pour une demande sociale à construire*. Courrier de l'Environnement, INRA, 1999, 38, p. 5-22.
- Guillaumin A., Kling F., Moreau J.-C., Marty M. *Résultats d'enquêtes en Aquitaine. Quand les éleveurs laitiers parlent de leurs conditions de travail*. Travaux et Innovations, TRAME, 2005, 115, p. 30-34.
- Guillaumin A., Bousquet D., Villaret A. *Multifonctionnalité de l'agriculture : demandes locales et attitudes des agriculteurs*. Les Cahiers de la Multifonctionnalité, CEMAGREF, INRA, CIRAD, 2004, 7, p. 125-136.
- Institut de l'Élevage. *L'élevage bovin, ovin et caprin – lait et viande au Recensement agricole 2000*. Cheptels, exploitations, productions. Dossier économie de l'élevage, Institut de l'Élevage, 2002, 318, 66 p.
- Institut de l'Élevage. *Réforme de la PAC : le compromis de Luxembourg du 26 juin 2003. Enjeux et premières analyses*. Dossier économie de l'élevage, Institut de l'Élevage, 2003, 329, 65 p.
- Institut de l'Élevage, 2004a. *Le coût de production du lait en France. Niveau et structure selon les systèmes de production. Évolution sur la période 1990/2001*. Dossier économie de l'élevage, Institut de l'Élevage, 2004, 333A, 18 p.
- Institut de l'Élevage, 2004b. *Approche des coûts de production en viande ovine : méthode et premiers résultats. Étude sur un échantillon de cas types issus des réseaux d'élevage*. Compte-rendu d'étude OFIVAL – Réseaux d'élevage, juin 2004, 59 p. + annexes.
- Institut de l'Élevage, 2004c. *Production de jeunes bovins en France: un repli accentué par le découplage*. Dossier économie de l'élevage, Institut de l'Élevage, 2004, 338, 52 p.
- Pfimplin A., Buczinski B., Perrot C. *Proposition de zonage pour préserver la diversité des systèmes d'élevage et des territoires européens*. Fourrages, 2005, 182, p. 311-329.
- Pierret P., Perrot C., Thion P., Joly D., Landais E. *De l'activité agricole au paysage. Une démarche de modélisation*. In Renc. Rech. Ruminants, INRA-Institut de l'Élevage, 1996, 3, p. 1-8.
- Seegers J., Moreau J.-C., Chauvat S., Beguin E. *Taille du troupeau et travail dans les exploitations laitières françaises*. Communication au Symposium « Tour du monde laitier Schering-Plough Vétérinaire », 14 septembre 2004, 8p.
- Spindler F. *Un siècle et demi d'élevage en France*. Agreste Études, 1991, 8, 241 p.